

III. Slotbepalingen

Art. 6. Dit besluit wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Brussel, 24 januari 2024.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

R. VERVOORT

De Minister belast met Klimaattransitie, Leefmilieu,
Energie en Participatieve Democratie,
A. MARON

III. Dispositions finales

Art. 6. Le présent arrêté est publié par extrait au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 24 janvier 2024.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Le Ministre-Président du Gouvernement
de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. VERVOORT

Le Ministre chargé de la Transition climatique, de l'Environnement,
de l'Energie et de la Démocratie participative,
A. MARON

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/001157]

14 DECEMBRE 2023. — Arrêté 2023/968 du Collège de la Commission communautaire française fixant le règlement d'ordre intérieur de la commission d'évaluation des mandataires des services du Collège de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87 § 3 modifié par les lois spéciales des 8 août 1988 et 6 janvier 2014 ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l'article 79 § 1^{er} ;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 4,1^o ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2012 fixant le règlement d'ordre intérieur de la commission d'évaluation de la Commission communautaire française ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes du 17 mai 2023;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation de la personne handicapée du 17 mai 2023 ;

Vu le protocole n°2023/07 du 21 juin 2023 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données donné le 18 juillet 2023 se référant à l'avis standard n°65/2023 du 24 mars 2023;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 9 novembre 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française, l'article 16/11 ;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR DE LA COMMISSION D'EVALUATION**CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales**

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o Le statut : l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

2^o Le secrétariat : le secrétariat de la commission d'évaluation.

Art. 2. § 1^{er}. Les délais comprennent tous les jours de la semaine, y compris le samedi, le dimanche, les jours fériés et les jours visés à l'article 176, § 1^{er} du statut. Par jour ouvrable, on entend tous les jours autres que le samedi, le dimanche, les jours fériés et les jours visés à l'article 176, § 1^{er} du statut.

§ 2. Tout délai est calculé, sauf dispositions contraires :

- Quand la prise de connaissance consiste en un envoi par lettre recommandée à la poste : à partir du troisième jour ouvrable qui suit l'envoi du pli et ce jour est compris dans le délai ;

- Quand la prise de connaissance consiste en un envoi par courrier électronique ou par recommandé électronique : à partir du lendemain de l'envoi du courrier ou du recommandé électronique.

CHAPITRE II. — Commission d'évaluation et secrétariat.

Art. 3. La commission d'évaluation créée par l'article 16/10 du statut a son siège dans les bureaux de la Commission communautaire française, sise rue des palais 42 à 1030 Bruxelles.

Art. 4. Le secrétariat s'assure que chaque candidat désigné pour faire partie de la commission d'évaluation signe le code de déontologie joint au présent règlement d'ordre intérieur.

Le secrétariat veille au bon déroulement des procédures d'évaluation et à leur conformité aux arrêtés en vigueur. Le secrétariat ne peut être tenu responsable des éventuelles décisions de la commission d'évaluation qui vont à l'encontre des arrêtés en vigueur.

CHAPITRE III. — *Saisine de la commission d'évaluation et convocation des membres*

Art. 5. A l'issue de chaque période d'évaluation, le secrétariat invite le mandataire, par recommandé électronique à son adresse électronique professionnelle ou par lettre commandée à la poste, à lui envoyer le rapport d'activités visé à l'article 86/2, § 1^{er} du statut, dans un délai de quinze jours.

Les membres de la commission d'évaluation doivent disposer, avant la tenue de l'entretien d'évaluation, du rapport d'activités que le mandataire doit faire parvenir par courrier électronique au secrétariat.

Le secrétariat confirme la réception du rapport et le transmet par courrier électronique aux membres de la commission d'évaluation au plus tard dix jours avant l'entretien d'évaluation.

Art. 6. Le secrétariat recueille l'avis ou les avis visé(s) à l'article 86/2, § 2 du statut. Le secrétariat transmet cet/ces avis aux membres de la commission au moins cinq jours avant l'entretien d'évaluation.

Art. 7. Le secrétariat convoque la commission d'évaluation par courrier électronique.

Le courrier électronique de convocation est envoyé aux membres effectifs au moins dix jours avant la séance.

Art. 8. En cas d'empêchement, les membres effectifs en informent le président et le secrétariat, et ce, sous réserve de circonstances exceptionnelles et motivées, au moins cinq jours avant la séance, de sorte qu'un suppléant puisse être désigné.

Art. 9. La documentation relative à chaque dossier est jointe en annexe au courrier électronique de convocation des membres.

CHAPITRE IV. — *Convocation des mandataires*

Art. 10. Le secrétariat convoque, au nom du président de la Commission d'évaluation, les mandataires à un entretien d'évaluation, et ce, au moins dix jours avant l'entretien, par recommandé électronique ou par lettre recommandée à la poste.

Il joint l'/les avis à la convocation, conformément à l'article 86/2 § 3 du statut, ainsi que la liste des membres de la commission d'évaluation.

CHAPITRE V. — *Séance et vote*

Art. 11. Le président ouvre et clôt les séances. Il mène les débats et veille au bon déroulement de la séance.

Il vérifie si la composition de la commission d'évaluation est en conformité avec l'article 16/10 du statut.

Aucun membre de la commission d'évaluation ne peut siéger s'il se trouve dans une situation de nature à mettre en péril son impartialité.

En cas d'empêchement du président, ses missions sont exercées par le membre le plus âgé.

Art. 12. § 1. La commission d'évaluation ne délibère valablement que si au moins la majorité des membres est présente.

§ 2. Les membres de la commission d'évaluation sont liés par le secret en ce qui concerne les débats et délibérations ainsi que pour toute information dont ils auraient eu connaissance dans l'exercice de leur mission.

Chaque membre de la commission d'évaluation, en ce compris le président, a voix délibérative.

La mention de l'évaluation est attribuée à la majorité des voix. En cas d'ex aequo, la voix du Président ou de celui qui exerce ses fonctions est prépondérante.

Les secrétaires rédigent le procès-verbal de la séance, tiennent une liste de présence et font signer le code de déontologie joint en annexe au présent arrêté, par les membres de la commission d'évaluation avant la première session.

Le rapport d'évaluation approuvé par la commission d'évaluation est repris dans le procès-verbal et signé par le président et les secrétaires.

Le rapport d'évaluation est communiqué par recommandé électronique ou par lettre recommandée à la poste au mandataire évalué et transmis au service de l'Administration du personnel et des carrières des services du Collège de la Commission communautaire française et au Collège, par la voie du Membre du Collège chargé de la fonction publique.

Art. 13. En cas de force majeure, l'entretien d'évaluation des mandataires peut être organisé sous format numérique. A cette fin, le mandataire recevra lors de sa convocation un lien vers la plateforme online.

L'enregistrement des épreuves sous format électronique est interdit.

CHAPITRE V. — *Dispositions abrogatoire et transitoire*

Art. 14. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2012 fixant le règlement d'ordre intérieur de la Commission d'évaluation de la Commission communautaire française est abrogé.

Art. 15. L'article 6 et l'article 10 dernier alinéa du présent arrêté ne s'appliquent pas aux mandataires qui sont en fonction au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté tant qu'ils sont considérés comme exerçant un premier mandat de cinq ans en vertu de l'article 21 de l'arrêté 2023/867 du Collège de la Commission communautaire française du 7 septembre 2023 portant modification de diverses dispositions réglementaires relatives aux mandats.

CHAPITRE VI. — *Disposition finale*

Art. 16. Le membre du Collège chargé de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Fait à Bruxelles, le 14 décembre 2023.

Par le Collège
B. TRACHTE,
Présidente du Collège
Membre du Collège chargée de la fonction publique

ANNEXE. Code de déontologie

Les membres de la commission s'engagent à :

- * agir avec loyauté, intégrité, indépendance, diligence et compétence ;
- * respecter la procédure et les candidats, ainsi que les valeurs des services de la Commission communautaire française ;
- * garantir leur indépendance et leur impartialité, qui sont indissociables à l'exercice de leur fonction ;
- * communiquer, avant le début de la procédure, toute circonstance de nature à affecter leur indépendance ou entraîner un conflit d'intérêts ou qui est susceptible d'être considéré comme telle ;
- * agir en toute confidentialité, en particulier en ce qui concerne le secret des informations reçues et des délibérations ;
- * faire preuve d'objectivité et de neutralité, et à garantir un traitement équitable à tous les candidats, indépendamment de toute forme de partialité ou de discrimination.

Si un membre de la commission d'évaluation déroge à ce code déontologique, il/elle ne pourra plus siéger.

Date :

Nom et signature :

Vu pour être annexé à l'arrêté 2023/968 du Collège de la Commission communautaire française fixant le règlement d'ordre intérieur de la commission d'évaluation des mandataires des services du Collège de la Commission communautaire française

Par le Collège
B. TRACHTE
Présidente du Collège
Membre du Collège chargée de la fonction publique

VERTALING**FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

[C – 2024/001157]

14 DECEMBER 2023. — Besluit 2023/968 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van de evaluatiecommissie voor de mandaathouders van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 6 januari 2014;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, artikel 79, § 1;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 april 2014 betreffende de overdracht van de uitoefening van de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 4, 1°;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012 dat het huishoudelijk reglement van de evaluatiecommissie van de Franse Gemeenschapscommissie vaststelt;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de respectieve situatie van vrouwen en mannen, van 17 mei 2023;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de situatie van personen met een handicap van 17 mei 2023;

Gelet op het protocol nr. 2023/07 van 21 juni 2023 van het Sectorcomité XV van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 18 juli 2023, waarin wordt verwezen naar standaardadvies nr. 65/2023 van 24 maart 2023;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van 30 dagen dat naar de Raad van State werd gestuurd op 9 november 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet binnen die termijn werd meegedeeld;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 16/11;
Op voordacht van het collegelid belast met Openbaar Ambt;
Na beraadslaging,

Besluit :

HUISHOUDELIJK REGLEMENT VAN DE EVALUATIECOMMISSIE

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het statuut: het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

2° het secretariaat: het secretariaat van de evaluatiecommissie.

Art. 2. § 1. De termijnen bestaan uit alle wekdagen, met inbegrip van zaterdagen, zondagen, wettelijke feestdagen en de in artikel 176, § 1, van het statuut bedoelde dagen. Onder 'werkdag' verstaat men elke andere dag dan zaterdag, zondag, wettelijke feestdagen en de in artikel 176, § 1, van het statuut bedoelde dagen.

§ 2. Elke termijn wordt berekend, tenzij anders bepaald:

- Wanneer de kennisgeving gebeurt per ter post aangetekende brief: vanaf de derde werkdag volgend op de verzending van het document en deze dag is inbegrepen in de termijn;

- Wanneer de kennisgeving gebeurt per elektronische zending of per elektronisch aangetekende zending: vanaf de dag volgend op de verzending van de elektronische post of de elektronisch aangetekende post.

HOOFDSTUK II. — *Evaluatiecommissie en secretariaat*

Art. 3. De evaluatiecommissie opgericht bij artikel 16/10 van het statuut heeft haar zetel in de kantoren van de Franse Gemeenschapscommissie, gevestigd in de Paleizenstraat 42 te 1030 Brussel.

Art. 4. Het secretariaat vergewist zich ervan dat elke kandidaat die wordt aangesteld om deel uit te maken van de evaluatiecommissie de bij dit huishoudelijke reglement gevoegde deontologische code ondertekent.

Het secretariaat waakt over het correcte verloop van de evaluatieprocedures en hun overeenstemming met de geldende besluiten. Het secretariaat kan niet verantwoordelijk worden gesteld voor beslissingen van de evaluatiecommissie die indruisen tegen de geldende besluiten.

HOOFDSTUK III. — *Aanhangigmaking bij de evaluatiecommissie en oproeping van de leden*

Art. 5. Na afloop van elke evaluatieperiode nodigt het secretariaat de mandaathouder per elektronisch aangetekende zending naar zijn professioneel e-mailadres of per ter post aangetekende brief uit om binnen een termijn van vijftien dagen het in artikel 86/2, § 1, van het statuut bedoelde activiteitenverslag over te maken.

Vóór het evaluatiegesprek moeten de leden van de evaluatiecommissie beschikken over het activiteitenverslag, dat de mandaathouder per e-mail naar het secretariaat moet sturen.

Het secretariaat bevestigt de ontvangst van het verslag en stuurt het uiterlijk tien dagen voor het evaluatiegesprek per e-mail naar de leden van de evaluatiecommissie.

Art. 6. Het secretariaat wint het advies of de adviezen in zoals bepaald in artikel 86/2, § 2, van het statuut. Het secretariaat zendt dat advies/die adviezen ten minste vijf dagen voor het evaluatiegesprek toe aan de leden van de commissie.

Art. 7. Het secretariaat roept de evaluatiecommissie per e-mail bijeen.

De oproepingsmail wordt ten minste tien dagen voor de zitting naar de effectieve leden gestuurd.

Art. 8. In geval van verhindering brengen de effectieve leden de voorzitter en het secretariaat hiervan op de hoogte zodat voor vervanging kan worden gezorgd en dit, behoudens uitzonderlijke en met redenen omklede omstandigheden, ten minste vijf dagen voor de zitting.

Art. 9. De documentatie betreffende elk dossier wordt als bijlage toegevoegd aan de oproepingsmail van de leden.

HOOFDSTUK IV. — *Oproeping van de mandaathouders*

Art. 10. Namens de voorzitter van de evaluatiecommissie nodigt het secretariaat de mandaathouders per elektronisch aangetekende zending of per ter post aangetekende brief uit voor een evaluatiegesprek, en dit ten minste tien dagen voor het gesprek.

Het voegt bij de oproeping het advies/de adviezen overeenkomstig artikel 86/2, § 3, van het statuut, evenals de lijst van de leden van de evaluatiecommissie.

HOOFDSTUK V. — *Zitting en stemming*

Art. 11. De voorzitter opent en sluit de zittingen. Hij leidt de debatten en waakt over het goede verloop van de zitting.

Hij gaat na of de samenstelling van de evaluatiecommissie in overeenstemming is met artikel 16/10 van het statuut.

Geen lid van de evaluatiecommissie mag zetelen wanneer hij zich in een situatie bevindt die ertoe kan leiden dat zijn onpartijdigheid in gevaar wordt gebracht.

In geval van verhindering van de voorzitter worden zijn taken uitgeoefend door het oudste lid.

Art. 12. § 1. De evaluatiecommissie kan alleen geldig beraadslagen indien ten minste de meerderheid van de leden aanwezig is.

§ 2. De leden van de evaluatiecommissie zijn gebonden door geheimhouding omtrent de debatten en beraadslagingen en omtrent alle informatie waarvan zij kennis zouden hebben gekregen bij het uitvoeren van hun opdracht.

Elk lid van de evaluatiecommissie, met inbegrip van de voorzitter, is stemgerechtigd.

De evaluatievermelding wordt met meerderheid van stemmen toegekend. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter of de persoon die zijn functie uitoefent doorslaggevend.

De secretarissen stellen de notulen van de zitting op, houden een aanwezigheidslijst bij en laten de deontologische code als bijlage bij dit besluit ondertekenen door de leden van de evaluatiecommissie vóór de eerste zitting.

Het door de evaluatiecommissie goedgekeurde evaluatieverslag wordt in de notulen opgenomen en ondertekend door de voorzitter en de secretarissen.

Het evaluatierapport wordt per elektronisch aangetekende zending of per ter post aangetekende brief naar de geëvalueerde mandaathouder gestuurd en doorgestuurd naar de dienst 'Administration du personnel et des carrières' van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en naar het College, via het lid van het College belast met Openbaar Ambt.

Art. 13. In geval van overmacht kan het evaluatiegesprek van de mandaathouders op digitale wijze worden georganiseerd. Daartoe ontvangt de mandaathouder bij zijn oproeping een link naar het online platform.

Het maken van opnames van de test in elektronische vorm is verboden.

HOOFDSTUK V. — *Opheffings- en overgangsbepalingen*

Art. 14. Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012 dat het huishoudelijk reglement van de evaluatiecommissie van de Franse Gemeenschapscommissie vaststelt, wordt opgeheven.

Art. 15. Artikel 6 en het laatste lid van artikel 10 van dit besluit zijn niet van toepassing op mandaathouders die in functie zijn op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit zolang zij worden geacht een eerste mandaat van vijf jaar uit te oefenen overeenkomstig artikel 21 van besluit 2023/867 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 september 2023 houdende wijziging van verschillende reglementaire bepalingen met betrekking tot de mandaten.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepaling*

Art. 16. Het collegelid belast met Openbaar Ambt wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gedaan in Brussel, op 14 december 2023.

Namens het College

B. TRACHTE,

Voorzitster van het College

Lid van het College belast met Openbaar Ambt

BIJLAGE Deontologische code

De leden van de commissie verbinden zich ertoe:

- * te handelen met loyaliteit, integriteit, onafhankelijkheid, toewijding en bekwaamheid;
- * zowel de procedure als de kandidaten te respecteren, alsook de waarden van de diensten van de Franse Gemeenschapscommissie;
- * hun onafhankelijkheid en onpartijdigheid te garanderen, die onlosmakelijk verbonden zijn aan het uitoefenen van hun functie;
- * voor aanvang van de procedure elke omstandigheid bekend te maken die van invloed kan zijn op hun onafhankelijkheid of die aanleiding kan geven tot een belangenconflict, of die als zodanig kan worden beschouwd;
- * vertrouwelijk te handelen, in het bijzonder wat betreft de geheimhouding van ontvangen informatie en beraadslagingen;
- * objectiviteit en neutraliteit te tonen, en een eerlijke behandeling te garanderen voor alle kandidaten, zonder enige vorm van partijdigheid of discriminatie.

Indien een lid van de evaluatiecommissie afwijkt van deze deontologische code, kan hij/zij niet langer zetelen.

Datum: 14 december 2023.

Naam en handtekening:

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit 2023/968 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van de evaluatiecommissie voor de mandaathouders van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Namens het College

B. TRACHTE

Voorzitster van het College

Lid van het College belast met Openbaar Ambt

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/001159]

14 DECEMBRE 2023. — Arrêté 2023/969 du Collège de la Commission communautaire française fixant le règlement d'ordre intérieur des commissions de sélection des mandataires des services du Collège de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87 § 3 modifié par les lois spéciales des 8 août 1988 et 6 janvier 2014 ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l'article 79 § 1^{er} ;